laTrompette

JOE KLAMAR/AFP VIA GETTY IMAGES

Une vision vécue de l’utopie communiste

Le communisme revient à la mode. Mais à quoi ressemblent vraiment les pays communistes ?

- Peter de Lauw
- 31/08/2020

Aimez-vous cela lorsqu’on vous donne un jour férié national supplémentaire ? Appréciez-vous de recevoir une pension ? Appréciez-vous les subventions que votre club sportif local reçoit de votre administration bien-aimée ? Appréciez-vous les visites médicales bon marché ou gratuites ?

La plupart des gens les apprécient. Mais nous devons faire attention à ce que nous souhaitons, parce que chaque fois que le gouvernement « vous donne » quelque chose, le gouvernement devient… plus puissant.

La plupart des gens votent pour les partis politiques qui leur promettent des avantages sociaux. Par conséquent, presque tous les partis le font. Et une fois que ces avantages ont été accordés, ils ne pourront jamais être retirés au risque de perdre les prochaines élections. Par conséquent, on ne peut qu’ajouter de nouveaux avantages. Ce gonflement du gouvernement mène toujours, inévitablement, à la dictature.

Trop peu de gens aujourd’hui le croient, parce que peu en Amérique ont vécu une expérience personnelle du communisme. Mais je suis un témoin oculaire. Bien que je n’aie pas grandi dans un pays communiste, j’en ai visité beaucoup à divers titres. Ayant grandi en Europe, j’ai visité la Tchécoslovaquie communiste lors d’un voyage scolaire, puis plus tard j’ai visité la Pologne, la Russie, l’Allemagne de l’Est (principalement la Thuringe et le Mecklembourg-Poméranie occidentale), et j’ai vécu en Hongrie pendant environ deux ans.

Juste un court voyage vous en dit long sur le système de gouvernement que la gauche veut maintenant mettre en place aux États-Unis d’Amérique.

Un monde sans couleur

Lors de notre voyage scolaire en Tchécoslovaquie, il nous fallut deux heures pour entrer dans le pays—et cinq heures pour en sortir. Notre autobus fut fouillé par des gardes-frontières à l’air grognon. Ils inspectèrent nos papiers, l’argent que nous avions dans nos portefeuilles, nos bagages, le moteur, chaque crevasse du véhicule.

Pendant que nous patientions dans l’autobus, nous entendions des cris dans les bois à environ 150 mètres de là. Nous entendîmes des gens courir et ensuite des coups de feu. Et puis il y eut le silence.

C’est ainsi que les pays communistes traitent leur propre peuple. Leurs frontières sont non seulement conçues pour empêcher les ennemis d’y entrer, mais surtout pour garder leurs propres habitants à l’intérieur.

Il était difficile de trouver des gens sympathiques. La plupart n’étaient sympathiques que lorsqu’ils étaient ivres. L’alcool coûtait moins cher que l’eau en bouteille. La plupart des gens distillaient leur propre alcool à partir de prunes ou de baies, ce qui était probablement plus sain que l’eau rouillée.

Pendant sept jours consécutifs, nous avons mangé du jambon cuit avec de la crème sure et des frites molles et trempées

d'huile. C'était le « repas de la semaine » pour tous les restaurants de tout le pays—tel que prévu par le gouvernement.

Si vous vouliez acheter de la nourriture dans un magasin, vous ne pouviez pas parce que les étagères étaient toujours vides. Chaque matin, les gens faisaient la queue pendant des heures pour acheter des produits de base comme du pain et du lait.

Avec l'État qui avait du mal à produire suffisamment de produits essentiels, il n'y avait pas de place pour le luxe. C'était la vie sans couleur—littéralement. Le Parti communiste n'avait pas d'argent pour la peinture et personne ne la produisait. Tous les bâtiments étaient gris ou gris foncé, comme une scène d'un film en noir et blanc.

Tous les bâtiments se ressemblaient : des blocs de béton avec une isolation insuffisante. On entendait constamment des bagarres et des cris d'autres personnes dans le bâtiment.

En tant que touriste, vous n'étiez pas autorisé à marcher n'importe où, sans être accompagné par un guide.

Mais dans tout cela, la Tchécoslovaquie n'avait pas de chômage. Chaque citoyen était un fonctionnaire du secteur public. Tout le monde recevait un salaire.

Est-ce, cependant, une chose positive ? Avec un emploi garanti, et aucune perspective d'une augmentation de salaire, pourquoi feriez-vous de votre mieux ? Pourquoi, même, vous en soucieriez-vous ? Lors de la visite d'un restaurant en Tchécoslovaquie, le service était difficile à trouver.

Mais la Tchécoslovaquie n'est pas le seul pays qui en souffre de cette façon.

La situation est très semblable en Russie. Lors de mon voyage à Saint-Pétersbourg, une femme m'a raconté ce que c'était d'y vivre : « La vie en Russie est toujours difficile. Il n'y a pas de joie dans les rues et il n'y a pas de joie dans les maisons. Vous pouvez toujours entendre des querelles et des bagarres dans l'un des appartements de votre immeuble. »

Les problèmes du communisme vont bien au-delà d'un simple manque de peinture, d'un bon service à la clientèle ou d'un logement convenable. Un gouvernement qui contrôle tout a un pouvoir énorme.

La maison de la terreur

Le gouvernement contrôle tous les aspects de l'éducation d'un enfant. Dès leur plus jeune âge, on enseigne la doctrine communiste aux enfants. On leur apprend à ne pas honorer leurs parents, mais à honorer le parti et son président. Les parents ne peuvent pas faire confiance à leurs propres enfants, et personne ne peut faire confiance à son voisin. Tout le monde est un espion potentiel. Et les murs sont si minces que vous pouvez facilement entendre ce que vos voisins disent.

Lors d'un voyage à Budapest, en Hongrie, j'ai visité la prétendue « Maison de la terreur ». Ce bâtiment était le siège de la police secrète hongroise sous le régime communiste. Il s'agit maintenant d'un musée présentant les cruautés que le parti commettait pour briser la volonté de ses citoyens.

C'est désolant de voir les nombreuses salles de torture. Une telle pièce se compose seulement d'une porte avec une longueur d'un pied d'espace derrière elle. Vous ne pouviez ni vous asseoir ni plier les genoux. Après trois jours dans une telle pièce, vous deveniez fou.

J'ai vu l'équipement de chocs électriques qui était utilisé pour extraire des informations des « auteurs » pendant qu'ils étaient interrogés.

C'est horrible de voir ce que les gouvernements « aimants » sont prêts à faire à leurs sujets pour rester au pouvoir.

Vous pourriez penser : *Cependant, les choses en Amérique ne pourraient certainement pas devenir si mauvaises.*

Une pente glissante

Encore une fois, la plupart des gens votent pour les partis qui leur promettent des avantages sociaux. Dans le but de gagner les votes de la population, ces gouvernements continuent d'ajouter plus d'avantages, ce qui signifie que le gouvernement devient toujours plus gros.

Toute cette distribution de l'aide sociale doit être organisée d'une manière ou d'une autre. Comment les gouvernements assurent-ils une redistribution juste, exacte et opportune de la richesse nationale ? En termes simples, ils ont créé un ministère qui supervise les allocations. Ces services sont dotés d'un chef de service, de secrétaires, d'adjoints et de greffiers administratifs. Tous veulent s'accrocher à leur emploi précieux. Quelques années plus tard, une administration différente se présentera, qui voudra faire les choses « différemment », créant ainsi un nouveau département, mais s'abstenant de dissoudre l'ancien. Aux États-Unis, par exemple, deux agences sont chargées de l'inspection des aliments. La *Food and Drug Administration* inspecte les œufs durs, tandis que le Service de sécurité et d'inspection des aliments du ministère de l'Agriculture inspecte les œufs liquides, congelés et déshydratés (*The Heritage Foundation*, 21 novembre 2017).

Une autre raison pour laquelle les ministères ne rétrécissent ou ne disparaissent jamais, c'est qu'ils fournissent des « récompenses » pratiques que les dirigeants de la nation donnent à leurs amis et alliés, accordant à ces derniers ou à leurs proches des postes de pouvoir et un revenu stable dans ces ministères soutenus par les contribuables.

Encore une fois, le gouvernement devient plus gros.

Et puis il y a la question de savoir comment organiser toute cette distribution de bien-être. Qui décide de ce qui est juste, précis et opportun ? Qui établit les règles ?

Dans nos démocraties occidentales, les règles sont établies par des gouvernements élus, des administrations et des parlements. Les candidats politiques font campagne sur un ensemble de promesses, et le plus souvent le candidat ou le parti avec les promesses les plus attrayantes remporte l'élection et peut déterminer les règles au cours de son mandat. En théorie, les promesses « les plus attrayantes » tournent autour de la réduction des coûts du gouvernement, de la réduction des effectifs des ministères administratifs, et de la diminution de la participation du gouvernement dans notre vie quotidienne. Malheureusement, cependant, ce n'est qu'en théorie. La mise en œuvre de ces promesses entraînerait inévitablement la mise à pied du personnel et la réduction des services publics, ce qui se traduirait très probablement par une baisse des votes dans les urnes.

Ainsi, les candidats politiques motivés par la cupidité font appel aux électeurs également dirigés par la cupidité.

La conséquence inévitable est un nombre croissant de personnes bénéficiant de « prestations sociales » et un nombre croissant de personnes employées par le gouvernement. Ainsi, la dépendance à l'égard de l'argent du gouvernement continue de croître, mettant de plus en plus de pouvoir entre les mains d'une élite gouvernementale sélective.

Les contre-mesures du coronavirus ont conduit à ce que plus de la moitié des adultes britanniques soit employée par le gouvernement sous une forme ou une autre, comme l'a rapporté le *Telegraph* en mai. Le secteur public britannique emploie plus de 5 millions de personnes sur un effectif total de 32,9 millions, selon le site web du gouvernement du Royaume-Uni.

Une autre conséquence de l'augmentation du nombre de personnes qui reçoivent des subventions est une incitation décroissante pour les personnes à rester employables. La nature humaine tend à être attirée sur le chemin de la moindre résistance. S'il est facile de gagner de l'argent sans investir aucun effort, la nature humaine nous obligera à devenir complaisants, négligents et paresseux.

Par exemple, au Royaume-Uni, en vertu du régime actuel de mise en congé à cause du COVID-19, les employés peuvent recevoir jusqu'à 80 % de leur salaire simplement pour rester à la maison. Maintenant que les entreprises sortent du confinement, elles ont du mal à ramener leur personnel au travail et à ramener leur entreprise à des niveaux de productivité antérieurs au confinement. Aux États-Unis, 32% des propriétaires d'entreprises indépendantes ont dit qu'ils avaient des postes de travail qu'ils ne pouvaient pas remplir. Parce que le *Cares Act* [loi sur les soins de santé] donne aux Américains sans emploi une prime de 600 dollars par semaine, la plupart dans cette position sont, en fait, mieux à ne pas travailler.

La phase suivante de cette descente logique est le contrecoup économique. Une baisse de la productivité entraîne une baisse de la richesse et des recettes fiscales du pays. Souvent, le gouvernement tente de stimuler l'économie en vendant des produits de base de la nation comme le pétrole, les métaux ou les minéraux, ou en empruntant et en dépensant plus d'argent, ce qui gonfle encore plus le gouvernement.

Pendant ce temps, le manque de motivation au sein de la main-d'œuvre et le manque d'innovation qui en résulte dans des domaines tels que le marketing et la technologie font que les entreprises diminuent et dépérissent.

Et encore une fois, le gouvernement doit intervenir, doit renflouer les entreprises qui dépérissent, les prendre sous ses ailes et, en fin de compte, les posséder et les contrôler complètement. Et ces compagnies renflouées deviennent un autre atout bienvenu à distribuer entre les amis et les alliés de ceux qui sont au pouvoir.

Tous ces cadeaux entre les mains de quelques bienfaiteurs heureux constituent un terrain fertile pour la corruption. Lorsque trop de personnes sont dépendantes des actifs détenus par un petit nombre de personnes en charge, le système devient massivement enclin au favoritisme, au clientélisme et au népotisme, et finalement à l'arbitraire pur et simple. La critique devient de moins en moins tolérée, d'abord réprimée sous le couvert de la loi et de l'ordre en temps de crise, et plus tard écrasée de façon flagrante et impitoyable.

Alors que les perspectives économiques continuent de se détériorer et que les gens commencent à murmurer et à se révolter, le dirigeant recourt à la censure, à l'oppression et au règne de la terreur.

Le socialisme mène toujours au communisme. Et cela conduit toujours, inévitablement, à la dictature.

Un avertissement aux portes de l'Amérique

Le Venezuela est un excellent exemple dans l'histoire récente. Jusqu'aux années 1980, le Venezuela était le pays le plus riche de l'Amérique latine, mesuré en dollars par habitant. Avec la découverte du pétrole dans son sol national en 1922, l'économie commença à monter en flèche. La disponibilité abondante du pétrole permit à ses dirigeants de suivre une trajectoire plus à gauche. Avec des prix du pétrole d'environ 100 dollars le baril, il était facile d'acheter la bonne volonté de la population sans avoir à diversifier fondamentalement l'économie.

Dans les années 1970, le président de l'époque Carlos Andrés Pérez nationalisa l'industrie sidérurgique et pétrolière, ce qui lui permit de mettre en œuvre une pléthore de programmes subventionnés par l'État.

Mais depuis les années 1980, avec la chute du prix du pétrole à environ 30 dollars le baril, les failles de son système politique et économique devenaient évidentes. Avec une économie basée de façon disproportionnée sur le pétrole, les gens ont commencé à souffrir ; ils se mirent à appeler au changement, et ils élurent Hugo Chávez à la présidence.

Qu'est-ce que Chávez a promis et délivré ? Plus de socialisme—plus de programmes d'aide sociale pour les soins de santé, la nourriture, les bourses d'études, etc.—tout cela était payé avec l'argent jaillissant du sol généreux du pays, approfondissant la dépendance du gouvernement vis-à-vis du pétrole et la dépendance du peuple vis-à-vis du gouvernement.

Aujourd'hui, le pays ne peut même plus répondre à ses besoins en produits de base tels que le lait, la viande, le café, le riz, l'huile, la farine, le beurre, le papier hygiénique, les produits d'hygiène personnelle et les médicaments. Dans une économie contrôlée par l'État, rien n'incite les gens à innover, à se diversifier, à prendre des risques, à devenir des employés polyvalents ou des hommes d'affaires ambitieux. Le résulta est un pays au bord de la mort.

Et, inévitablement, cela conduit toujours, finalement, à la dictature.

La page d'accueil de *Human Rights Watch* [Organisme des droits de l'homme] sur le Venezuela déclare :

> L'accumulation du pouvoir au sein de l'exécutif qui commença sous la présidence de Hugo Chavez permettait aux autorités vénézuéliennes d'intimider, de censurer et de punir ses détracteurs. Une répression brutale de la dissidence qui s'intensifiait depuis 2014 a conduit à des poursuites arbitraires des opposants politiques, à des dizaines d'homicides, à des milliers d'arrestations et à des abus contre les détenus qui, dans certains cas, s'apparentent à la torture.

La page d'*Amnesty International* sur le Venezuela est tout aussi horrible :

> Le Venezuela a continué de vivre une crise sans précédent en matière des droits de l'homme. Les exécutions sans procès, les détentions arbitraires, le recours excessif à la force et les tueries illégales perpétrées par les forces de sécurité ont continué dans le cadre d'une politique de répression visant à faire taire la dissidence.

Le nombre des victimes des différentes formes de communisme, au 20ème siècle, est estimé à environ 150 millions. Pour certains, cela ne signifie guère plus qu'un nombre ; mais au-delà de la seule taille du nombre se trouvent une souffrance atroce et une douleur insupportable.

Pour la plupart, les pays communistes ont l'air ternes, délabrés et gris. La peinture, le bois et les outils sont des produits de luxe. Personne ne produit. Tout le monde reçoit des subventions, alors pourquoi se donner la peine d'être productif, et encore plus d'exceller.

Chacun est un ennemi. Le gouvernement utilise ses idiots utiles comme des espions dans tout le pays.

Envisagez de vivre sous un régime qui possède tous les moyens de production, qui détient l'éducation de votre enfant, votre propre éducation, et en partie même vos pensées, puisque vous ne pouvez jamais les exprimer librement, de peur d'être rapporté par l'un de vos voisins, vos amis, ou même par les membres de votre famille.

Les pays communistes ont besoin de frontières—non pas pour se protéger contre l'arrivée de personnes qui désirent y vivre, mais pour empêcher leurs propres citoyens d'en sortir. Ce seul fait prouve la misère d'un tel système.

Et puis, il y a l'atroce agonie des camps de rééducation et des donjons de torture, où les subordonnés désobéissants sont battus, flagellés, brûlés, écorchés et abandonnés pour mourir dans l'obscurité et la solitude exténuante.

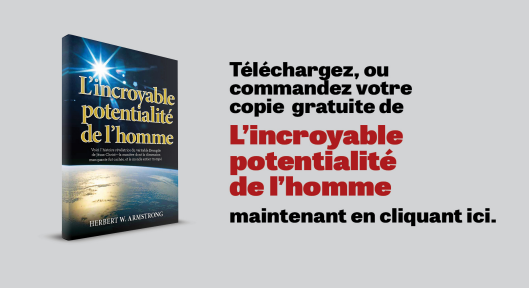
Et tout cela parce que les gens imparfaits aiment voter pour des gens imparfaits qui leur promettent des avantages sociaux, qui leur sont accordés par un gouvernement toujours plus gonflé, avide de pouvoir et vorace qui, à chaque élection, se présente comme un ange de lumière.

La plupart des gens ne veulent pas être responsables et avoir la charge de leur propre bien-être. Ils fuient la loi de cause à effet et laissent le gouvernement s'en occuper.

Le résultat, comme l'histoire de 6 000 ans de la civilisation humaine l'a prouvé à maintes reprises, est la dictature et la mort.

Bien sûr, les pays capitalistes ne sont pas parfaits. Et comme beaucoup, en Amérique—le plus grand phare du capitalisme au monde—embrassent le socialisme, on ne sait pas combien de temps ils vont durer.

Beaucoup de ceux qui appuient le communisme ont de bonnes intentions. Ils voient de véritables problèmes dans le monde et veulent les régler. Mais le communisme n'est pas la solution.

« Le communisme offre un programme pour changer le monde », écrivait Herbert W. Armstrong. « Ils savent qu'il doit changer. Le communisme est la mauvaise façon de le changer—mais ils ne voient pas cela. »

Il y a une solution, et elle se trouve dans la Bible, pas dans le*Manifeste du parti communiste*. C'est une solution qui implique une responsabilité personnelle, des familles solides et un travail acharné. Le communisme pousse la société dans la direction opposée, et aggrave ainsi les choses.